

 Elections de 2025

Rappelons-nous que notre diversité est notre force

Journal Burundi-Eco
@BurundiEco

Prix du sucre (page 3)

Une hausse fortement décriée



Le coût du sucre a augmenté de 3500 FBu à 8000 FBu par kilo. Par contre, au mois de juillet 2023, le prix de cette denrée alimentaire était à 2 500 FBu le kilo.

COMMERCE



Retrait de différentes boissons alcoolisées ...

La protection des consommateurs avant tout (page 2)

SOCIETE



Petit marché de Mutanga Nord

Calciné à jamais (page 5)

EDUCATION



Rumonge

La rentrée scolaire s'annonce difficilement (page 7)



Le journal se rapproche de ses lecteurs. Il va diffuser des informations en continue et en intégralité 24h/24.

Editorial Vers une embellie économique ?



Benjamin Kuriyo, Rédacteur en chef

La crise des hydrocarbures qui durait depuis des mois serait en passe d'être maîtrisée. Les camions citernes franchissent en grand nombre la frontière avec la Tanzanie avec des milliers de litres d'or noir à bord. Une

bouffée d'air à l'économie nationale asphyxiée par la pénurie chronique des devises et l'inflation qui en découle. Le carburant coule à flot dans l'ensemble des stations-service. Les services de transport reprennent de plus belle. Au niveau des arrêts-bus situés aux alentours de l'ex-marché central de Bujumbura, les files d'attente des passagers disparaissent progressivement. D'ailleurs, les bus font la queue dans la petite gare du centre-ville en attente des clients. Une situation qui reconforte les passagers qui devraient faire parfois plusieurs heures sous un soleil de plomb. Il en est de même pour les gares des bus

desservant l'intérieur du pays. En plus de la disponibilité du carburant, le prix du ticket a drastiquement chuté avec possibilité de négocier avec les conducteurs. Pourvu que ça dure..., commentent les plus pessimistes.

La société pétrolière du Burundi (SOPEBU) tente d'atténuer les effets liés à la pénurie du carburant. Les perturbations dans l'approvisionnement du carburant persistent encore, surtout pour les engins à moteur diesel. La crise des hydrocarbures affecte tous les secteurs, notamment le commerce, les transports, la construction et l'industrie. Le

pays doit mobiliser assez de devises pour répondre à une demande croissante. Le pays nécessite plus de 30 millions de litres de carburant par mois.

L'économie affiche des signaux positifs pour une meilleure relance économique. La disponibilité de façon permanente des produits pétroliers va stimuler l'activité économique. Dans le cas contraire, l'inflation importée risque de fragiliser encore notre système économique sujette aux chocs extérieurs. D'autre part, il a été constaté que la dépréciation continue du FBu retarde l'impact des réformes macroéconomiques

entreprises. La bonne nouvelle est que l'inflation affiche une tendance baissière depuis le début de l'année. Le taux d'inflation aurait diminué de 5 points passant de 17,2% à 12% entre janvier et avril 2024, selon les données officielles. Les consommateurs qui assistent à la flambée des prix des denrées alimentaires attendent impatiemment un auto-réajustement des prix induit par la baisse des coûts de transport.

COMMERCE

Retrait de différentes boissons alcoolisées du marché

La protection des consommateurs avant tout

Après le retrait d'une série de boissons à haut degré d'alcool par le Bureau Burundais de Normalisation et de contrôle de la qualité (BBN), les parlementaires s'inquiètent des pertes subies par les commerçants à cause de cette mesure. Cependant, la ministre en charge du commerce estime que les fournisseurs doivent rembourser leurs clients dans de telles circonstances.



Le BBN a suspendu, depuis plusieurs mois, la vente de certaines boissons à haut degré d'alcool, telles que Sapor Wine, Hana Wine, Tagata, Anavino, etc., en raison de leurs effets néfastes sur la santé publique.

Depuis la prolifération des unités de transformation des jus et des boissons alcoolisées, le gouvernement du Burundi a toujours veillé à la protection des consommateurs et à l'encadrement de l'industrie naissante au Burundi. Des mesures ont été prises progressivement pour réduire l'accessibilité de ces produits dans les communautés, notamment la surtaxe de ces boissons, l'augmentation du

la présence d'alcool additionnel, l'utilisation des arômes ou des colorants artificiels, ou encore des produits non évalués par le BBN avant leur commercialisation. Le retrait des certificats de conformité intervient après la vérification des échantillons et, comme le prévoient les procédures, un délai est accordé aux producteurs pour corriger les non-conformités. Ce n'est qu'en cas de non-corrrection que le retrait du certificat peut être prononcé.

Une mesure prise tardivement

Le BBN a suspendu, depuis plusieurs mois, la vente de certaines boissons à haut degré d'alcool, telles que Sapor Wine, Hana Wine, Tagata, Anavino, etc., en raison de leurs effets néfastes sur la santé publique. Dès lors, de nombreux commerçants (grossistes, semi-grossistes et détaillants) ont subi des pertes suite à cette mesure, car ils disposaient encore de stocks de ces boissons désormais interdites. Les parlementaires ont demandé quels mécanismes avaient été mis en place pour gérer les pertes importantes des grossistes et détaillants. La ministre Nijimbere a indiqué que les grossistes et détaillants sont liés aux fournisseurs par des conventions. Ces dernières précisent les modalités de régularisation des clients dans de telles circonstances. En cas de produit non conforme,

c'est toujours le producteur qui est tenu responsable. Mme Nijimbere a ajouté que les producteurs avaient été sensibilisés à récupérer leurs produits.

Cependant, face à cette lacune en matière de responsabilisation, le ministère en charge du commerce prévoit de réviser le cadre légal relatif à l'activité économique, afin d'y intégrer la responsabilité des entreprises pour la récupération des produits non conformes et des déchets générés par leurs activités.

Des sanctions doivent également être appliquées aux producteurs qui ne respectent pas les normes de conformité. La loi N° 1/03 du 4 janvier 2011 portant sur le Système National de Normalisation, Métrologie, Assurance de la Qualité et Essais prévoit plusieurs sanctions, notamment la suspension des certificats pour les entreprises déjà certifiées, le retrait et la destruction des marchandises non conformes ou non certifiées ainsi qu'une amende pouvant atteindre le triple de la valeur des marchandises saisies. Ces amendes seront appliquées après l'évaluation de la quantité totale des marchandises saisies et non certifiées par le BBN.

Gilbert Nkurunziza

BurundiEco
Hébergement socio-économique gratuit

C. d'Uvira à 400m de l'ex-BINUB dans les enceintes de Hope Design Imprimerie

Référence CNC : 100/CNC/236/2012
Parution le vendredi
Directeur de publication et Rédacteur en chef : Benjamin Kuriyo
Rédacteur en chef adjoint : Mélance Maniragaba
Service commercial : +257 22 277868 / 65800014

volume d'embouteillage ainsi que la limitation de leur accès. Des sanctions ont également été appliquées telles que le retrait de certificats, la fermeture des lignes de production, le retrait de ces produits du marché et leur destruction », indique Marie Chantal Nijimbere, ministre du Commerce, du Transport, de l'Industrie et du Tourisme. Elle a fait cette déclaration dans le cadre de la présentation du rapport d'analyse du rapport d'audit de la gestion budgétaire du ministère en charge du commerce, réalisé par la Cour des comptes pour la

période 2020-2021 à 2022-2023. Ce rapport d'analyse a été fait par la commission permanente de l'Assemblée Nationale chargée des comptes publics, des finances, des affaires économiques et de la planification, le 28 août 2024.

Toutefois, selon la ministre Nijimbere, bien que ces boissons soient soumises à des évaluations avant leur mise sur le marché, il arrive que, lors de la surveillance du marché à travers la collecte des échantillons, le BBN détecte des non-conformités. Celles-ci peuvent concerner le taux d'alcool,

Taux de change du 20 septembre 2024		
	Marché officiel	
Monnaies étrangères	Acheteur	Vendeur
Dollar USA	2875	2922
Euro	3210	3262
Shi. Kenyan	22,2919	22,6515
Shi. Tanzanien	1,0553	1,0723
Shi. Ougandais	0,7745	0,7870
Fr Rwandais	2,1533	2,1880

Sources : BRB/www.brb.bi

Augmentation du prix du sucre de 3 300 à 8 000 FBu le kilo

Des explications peu convaincantes

La Société Sucrière du Moso (SOSUMO) a récemment pris la décision d'augmenter le prix du sucre, le faisant passer de 3 300 FBu à 8 000 FBu le kilo. Les responsables de la société ont justifié cette hausse par l'augmentation des coûts de production, des prix des matières premières, etc. Ces explications ne sont pas convaincantes. L'ABUCO appelle à une révision à la baisse de ce prix



Le prix officiel du sucre a été fixé à 8 000 FBu le kilo, soit une augmentation de 4 700 FBu.

Depuis le 14 septembre 2024, le prix officiel du sucre a été fixé à 8 000 FBu le kilo, marquant une hausse significative par rapport à l'ancien tarif de 3 300 FBu. Au cours d'une année, le coût du sucre a ainsi augmenté de près de 5 000 FBu par kilo. Avant le 27 juillet 2023, le prix de cette denrée alimentaire était à 2 500 FBu le kilo. Aloys Ndayikengurukiye, Administrateur Directeur Général de la SOSUMO a expliqué que cette augmentation est due à la hausse des coûts de production et à l'augmentation des prix des matières premières. Il a également fait valoir que l'entreprise souhaite s'aligner sur les prix pratiqués par les importateurs privés, qui varient entre 8 000 et 12 000 FBu le kilo, afin d'éviter toute spéculation.

Cependant, ces explications ne semblent pas convaincre Evariste Ndayishimiye, président de la République du Burundi. Il remet en question la véracité des justifications de l'ADG de la SOSUMO, affirmant : « Je ne sais pas si le ministre en charge du commerce a déjà réalisé une enquête là-dessus. On nous a menti en prétendant qu'un sac de 50 kg coûte 400 000 FBu alors que je constate qu'il est à 243 000 FBu pour ceux qui l'importent d'Ouganda. Ce prix est pratiqué par ceux qui parviennent à se procurer des devises sur le marché noir. »

Le président s'interroge donc sur les raisons qui poussent une entreprise disposant de devises au Bureau de Change de la Banque de la République du Burundi (BRB) à augmenter ses prix de la sorte. Selon lui, la solution au problème de la commercialisation du sucre réside dans la libéralisation du marché. Il insiste sur le fait que toute autorité administrative doit œuvrer pour l'intérêt des citoyens.

Révision à la baisse du prix du sucre, une nécessité

L'Association Burundaise des Consommateurs (ABUCO) a exprimé son indignation face à la récente décision d'augmenter le prix du sucre. Noël Nkurunziza, secrétaire général et porte-parole de l'ABUCO indique que cette hausse ne contribue en rien à améliorer le quotidien des consommateurs d'autant plus qu'elle survient en période de

rentrée scolaire, où les enfants ont besoin de thé, de pain ou de beignet. Il appelle à une révision à la baisse du prix du sucre pour alléger la situation des ménages.

« Jamais nous n'avons connu une augmentation du plus du sucre de plus de 150 % comme celle que nous observons aujourd'hui. Cette hausse ne reflète pas la réalité des conditions économiques des consommateurs », précise Nkurunziza. Il rappelle que selon les justifications fournies par l'ADG de la SOSUMO, cette mesure a été prise pour éviter la spéculation en se conformant aux tarifs appliqués par les opérateurs privés, mais cela n'est pas significatif. Toutefois, il insiste sur le fait que les missions de l'Etat et celles des commerçants ne sont pas identiques. Le gouvernement a la responsabilité de protéger les consommateurs et doit déployer des efforts pour éviter une hausse de prix sans justification valable, ajoute-t-il.

Instabilité dans la commercialisation du sucre

Le gouvernement a récemment pris des mesures pour détaxer le sucre afin de faciliter sa commercialisation et son importation. Audace Niyonzima, ministre en charge des finances a annoncé lors de la séance plénière du 13 juin 2024 que cela impliquerait des exonérations, dont la suppression de la taxe sur la consommation, de la TVA ainsi que des droits de douane, qui allaient être réduits de 100 % à 25 % dans la région.

Cependant, au cours du mois dernier, le ministre en charge du commerce en collaboration avec son homologue des finances a décidé de libéraliser le commerce du sucre. Cette nouvelle décision avait pour effet d'annuler toutes les exonérations précédemment accordées aux importateurs de sucre. Cette libéralisation permet désormais à tout commerçant d'importer le sucre et de fixer librement son prix en fonction des coûts de production ou d'importation.

Cette évolution a suscité des soubresauts, notamment l'augmentation du prix du sucre, une décision déjà prise par l'ADG de la SOSUMO qui l'a justifiée par la nécessité de s'aligner aux tarifs des opérateurs privés.

La fragilité de la production sucrière

Depuis la création de la Société Sucrière du Moso en 1988, cette société a du mal à satisfaire sa clientèle. A cette époque, la production s'élevait à 4 658 tonnes alors que la population burundaise était d'environ 4 millions d'habitants. Aujourd'hui, avec une population qui a presque triplé pour atteindre 13 millions d'habitants, la production du sucre ne dépasse pas une vingtaine de tonnes. Cela ne parvient pas également à satisfaire les besoins de la population qui utilise le sucre tant pour sa consommation domestique que dans les secteurs agroalimentaires et de fabrication des boissons.

Malgré une production en berne, la demande en sucre continue à

croître portée par l'émergence incessante de nouvelles entreprises agroalimentaires et de producteurs de boissons. En conséquence, l'importation du sucre ne cesse d'accroître, dépassant de plus du double la production intérieure. Selon les statistiques de la Banque de la République du Burundi (BRB), les importations du sucre ont atteint 45 022 tonnes en 2022, puis 28 723,9 tonnes en 2023 et jusqu'à 28 779,8 tonnes entre le début de l'année et juin 2024.

Il convient de rappeler qu'un partenariat a été établi entre le gouvernement burundais et le groupe ougandais Sarrai Group, visant à soutenir la SOSUMO dans l'amélioration de sa production. Bien que les travaux aient été prévus pour commencer en janvier de cette année, ceux-ci n'ont pas encore été entamés.

Jonathan Nzoyibonera

Petit marché de Mutanga Nord

Calciné à jamais

Le petit marché de Mutanga Nord a été la cible d'un gigantesque incendie. Les ateliers de menuiserie n'ont pas été épargnés, causant ainsi d'énormes dégâts matériels. Le feu a consumé l'ensemble des meubles en confection, les planches, les machines laissant les exploitants dans le désarroi. Ils demandent sa réhabilitation



Une incendie a ravagé le marché des meubles à Mutanga Nord (Bujumbura). Tout a été réduit en cendres.

Un incendie de grande ampleur a été déclaré vers 2h du matin dans la nuit du 14 au 15 septembre 2024. Dès le matin, la mauvaise nouvelle s'est propagée comme une trainée de poudre surtout sur les réseaux sociaux. Les commentateurs furent de partout alors que les exploitants de ce marché réputé dans la fabrication des meubles sont dans la désolation totale. En un laps de temps, les flammes avaient déjà gagné les ateliers de menuiseries où meubles (lits, armoires, sofa, fauteuils, tables à manger, garde robes ...) étaient rangées en attente d'être commercialisés. C'est une grande perte pour les menuisiers qui avaient tant investi dans ce métier. Tout cet arsenal a été réduit en cendres. Les exploitants n'ont rien sauvé. Les passants constatent désespérément l'ampleur des dégâts.

Un geste de solidarité envers les sinistrés

Au lendemain du drame, le maire de la ville de Bujumbura s'est rendu sur les lieux pour réconforter les personnes directement touchées par ce drame. Le maire de la ville de Bujumbura les a rassurés que des enquêtes seront menées pour identifier les causes de cet incident.

Pour les habitués des lieux, des centaines de menuisiers prenaient

dans cet endroit. Il y avait même des ONGs qui soutenaient les jeunes en quête d'emploi pour une mission d'immersion pour apprendre le métier. Ce sont de vrais professionnels qui exercent depuis des années. Avec le temps, l'espace a vu venir des vendeurs du matériel de charpentier (scie, colle, mais aussi des couturiers pour confectionner les housses. C'était un vrai centre d'innovation, car les menuisiers avaient des catalogues et imitaient de temps en temps les

meubles qu'ils téléchargeaient sur internet. Tout ce monde observe un chômage technique alors qu'ils vivaient de ce métier du jour au jour.

C'est vraiment dommage qu'on se retrouve désœuvré avec tant de pertes à notre compte. Les machines électriques installées à cet endroit ont été également touchées. L'ensemble du matériel est parti en fumée. Tout est à recommencer, commente un menuisier qui y preste depuis 2018. Il se joint à ses pairs pour demander un réaménagement rapide de cet espace pour reprendre service.

La malédiction

Pour les croyants, le feu symbolise la puissance éternelle au-delà des autres forces. Par contre, ce phénomène récurrent dans notre pays serait plutôt considéré comme une malédiction. Les incendies de marchés sont monnaie courante. Le mois dernier, le marché de Kamenge a échappé de justesse à un autre incendie. Le marché des planches de Jabe a été entièrement calciné il y a de cela deux ans. Le terrible incendie qui a ravagé l'ex-marché central de Bujumbura (en réhabilitation) reste gravé dans les mémoires.

La liste des bâtiments touchés par les incendies est longue. Dans l'entretemps, plusieurs galeries sortent de la terre même au niveau des quartiers résidentiels. Les systèmes anti-incendies là où ils existent ne sont pas du tout

performants. Ce qui expose les exploitants aux dangers. Le mieux d'instaurer une assurance incendie obligatoire pour éviter ce genre de pertes évitables.

Quand la société civile s'en mêle

Dans la foulée des événements, l'AJAP a publié sur son compte twitter ce qu'elle qualifie d'Acte de Condamnation et de Solidarité. Elle condamne fermement cet acte de vandalisme qui a entraîné d'importants dégâts matériels. En tant qu'organisation engagée pour le progrès et les droits humains, elle dénonce et décourage cet acte destructeur qui plonge plusieurs familles dans l'incertitude économique et dans la pauvreté.

Cette organisation de la société civile appelle les autorités compétentes à renforcer les mesures de sécurité dans les zones commerciales du pays afin de garantir un environnement sûr pour les commerçants et les citoyens en général, afin d'éviter que de tels incidents puissent se reproduire dans l'avenir. L'AJAP est prête à collaborer avec les autorités et les autres acteurs de la société civile pour apporter son soutien aux victimes et prévenir de futurs incidents similaires.

Benjamin Kuriyo

ENVIRONNEMENT

Un désastre écologique nous guette

Durant cette période estivale, les feux de brousse sont légion. Des cas d'incendie de forêts sont signalés çà et là à travers le pays. Dans la plupart des cas la piste d'incendie criminel est privilégiée. Ce phénomène qui prend de l'ampleur favorise l'érosion des sols et la désertification. D'où la nécessité d'agir pour décourager cette pratique si dangereuse.



L'incendie des forêts est une menace sur l'environnement.

Des incendies d'origine criminelle

Pour le cas de notre pays, l'homme est souvent à l'origine des feux, que ce soit intentionnellement (incendies criminels) ou accidentellement (négligence, feux mal éteints, mégots de cigarette, etc.). Malgré la politique de stabulation permanente en vigueur, les éleveurs fomentent des incendies pour avoir des espaces de pâturages avec la saison pluvieuse qui s'annonce.

La conversion des forêts en terres agricoles augmente le risque d'incendie en raison de l'introduction d'espèces végétales plus inflammables ou d'une gestion inadaptée. Dans nos pratiques agricoles, les terres sont défrichées par le feu : c'est la méthode du brûlis. Le premier effet le plus visible de cette pratique est que le feu détruit la végétation. En cas d'incendie, les herbes, les arbustes et les jeunes pousses ne résistent pas aux flammes. Ainsi, le feu empêche la régénération du couvert végétal. Ce qui provoque la désertification.

Une menace pour la biodiversité

Les feux de brousse constituent une menace pour la biodiversité. Les feux peuvent anéantir des habitats entiers et mettre en danger la faune et la flore. La population ignore encore que la combustion des arbres libère d'énormes quantités de dioxyde de carbone dans l'atmosphère, aggravant ainsi les changements climatiques.

Pire encore, les incendies à répétition accélèrent la dégradation des sols. Après un incendie, les sols sont plus vulnérables à l'érosion. Ce qui peut entraîner des glissements de terrain ou des inondations après les averses. Les eaux de ruissellement inondent les plantations au niveau des ravins. De façon prématurée, les crues des rivières qui débordent de leurs lits détériorent les cultures à l'approche des récoltes de la saison culturale C. Dans certaines régions du Moso, la dégradation continue des sols au niveau des montages a aggravé le phénomène de ravinement (en amont) emportant au passage la quasi-totalité des terres arables.

La forêt, un régulateur du climat et des saisons

Les forêts jouent un rôle crucial dans la régulation de notre climat. Elles restent de véritables réservoirs de carbone. Elles en stockent plus que tout autre écosystème terrestre.

Les arbres contribuent plus que le reste de la flore au phénomène d'évapotranspiration (l'évaporation des eaux de ruissellement, des océans, des lacs, des ruisseaux, des rivières ou de la rosée). Ce qui influe sur la pluviométrie. La déforestation provoque ainsi la modification du climat aussi bien à l'échelle mondiale qu'à l'échelle locale.

Une éducation sur la protection de l'environnement

Parfois, les autorités réussissent à mettre la main sur les auteurs présumés des feux de forêts et des peines dissuasives sont appliquées. Ce ne sont que des cas rares car, dans la plupart des cas, les auteurs prennent la clé des champs ou bénéficient de la complicité des communautés.

La population des zones les plus touchées par ce phénomène doit bénéficier des séances d'éducation et de sensibilisation sur le changement de comportement. En plus des sanctions conformes à la loi, le public a besoin d'être informé sur les dangers et les conséquences des feux de forêts. Ce qui peut réduire drastiquement le nombre d'incendies d'origine humaine.

Benjamin Kuriyo

L'imprimerie Hope Design soutient de plus en plus l'éducation de qualité

Chaque année, l'imprimerie Hope Design prime les meilleurs lauréats du concours national pour soutenir l'éducation de qualité. Cette année, l'activité de remise des prix aux six brillants finalistes de l'école fondamentale s'est déroulée en province de Rumonge lundi le 16 septembre 2024 en présence du ministre ayant l'éducation dans ses attributions. Chacun a reçu une enveloppe de 800 mille FBu accompagnée de certains produits de cette imprimerie.



Au lycée communal Al Marktoum, l'imprimerie Hope Design a primé les meilleurs lauréats du concours national, édition 2024, lors de la cérémonie de l'ouverture de rentrée scolaire lundi le 16 septembre 2024.

Avec 15 ans d'expérience, l'imprimerie Hope Design ne cesse de soutenir l'éducation de qualité des enfants pour un développement durable du pays. Lors de la cérémonie d'ouverture solennelle de la rentrée scolaire 2024-2025 en province Rumonge lundi le 16 septembre 2024, Mélanie Buregeya, promoteur et Directeur Général de cette industrie graphique, aux côtés du ministre de l'Education Nationale et de Recherche Scientifique François Havyarimana a remis des prix aux six meilleurs lauréats du concours national, édition 2024.

Cet acte vise à célébrer l'excellence académique tout en incitant la jeunesse burundaise à persévérer dans ses ambitions éducatives. Etaient également présentes la représentante de l'UNICEF au Burundi, l'ambassadrice de la République Populaire de Chine au Burundi ainsi que d'autres partenaires du ministère de l'Education.

Chaque lauréat a empoché une enveloppe de 800 000 FBu

Une enveloppe de 800 mille FBu, accompagnée de certains produits de cette industrie graphique a été octroyée à chacun des brillants élèves ressortissants de différentes provinces du pays. Toutes les cinq nouvelles provinces du Burundi ont été représentées. Avec une note de 195 sur 200, Ange Christa Nimubona est la première lauréate primée par Hope Design et a évolué au Lycée d'excellence de Ngagara (Région Ouest). La région du Sud a été représentée par Bless Julianna Iteriteka (189,5/200) du Lycée

d'excellence de Makamba. A l'Ouest, la prime de l'imprimerie Hope Design a été remportée par Egide Ndikumana, un jeune élève du Lycée d'excellence de Rusengo de la Direction Provinciale de Ruyigi.

Les autres lauréats récompensés par Hope Design sont entre autres Reine Bettina Ingabire, une élève du Lycée d'Excellence de Musinzira en commune et province Gitega (Région Centre), Marie Sabrina Ngabirano du Lycée d'excellence de Musenyi de la Direction Provinciale de l'Enseignement de Ngozi et Eric Mugisha, un élève issu de la communauté des batwa qui a obtenu une excellente note par rapport aux autres dans ce concours national de 9e Fondamental. Ce qui illustre la volonté de cette imprimerie de soutenir l'éducation inclusive



Rolène Noëlla Akumukama, chargée du marketing et de la communication au sein de l'imprimerie Hope Design : « L'enfant est l'avenir du pays. C'est la raison pour laquelle l'imprimerie Hope Design s'est engagé à soutenir l'éducation de qualité des enfants pour un développement durable du pays »

du Lycée d'excellence de Ngagara en Mairie de Bujumbura. Elle considère cet acte comme un moyen efficace d'encourager la nouvelle génération à se concentrer sur les études. « Comme les jeunes, nous faisons face à de nombreuses distractions, mais cela renforce notre détermination à travailler dur pour un meilleur rendement scolaire ». Cette brillante fille appelle d'autres élèves à valoriser l'éducation, car le développement du pays se trouve entre les mains de la nouvelle génération.

Pour Eric Mugisha, membre de la communauté des batwa et élève à l'école fondamentale de Cibitoke en Mairie de Bujumbura, « le prix obtenu illustre l'engagement de l'imprimerie à soutenir une éducation inclusive et équitable pour tous ». Selon lui, cette récompense l'incite à redoubler d'efforts pour poursuivre ses études.



Les bénéficiaires se sont rejouis et ont salué l'initiative de Hope Design visant à soutenir l'éducation de qualité.

Une initiative pour encourager la compétitivité

En qualité de partenaire du ministère de l'Education Nationale et de la Recherche Scientifique, ce n'est pas la première fois que l'imprimerie Hope Design prime les meilleurs lauréats du concours national. Par ailleurs, ce programme de récompenses aux meilleurs lauréats du concours national date des années 2019 et vise à promouvoir une éducation de qualité à travers l'encouragement de la compétitivité des élèves.

L'enfant est l'avenir du pays. C'est la raison pour laquelle, l'imprimerie Hope Design s'est engagé à soutenir l'éducation de qualité des enfants pour un développement durable du pays, dit Rolène Noëlla Akumukama, chargée du marketing et de la communication au sein

de cette entreprise. Elle a ajouté que le pays compte sur la nouvelle génération. « Soutenir l'éducation de qualité des enfants, c'est soutenir un meilleur avenir pour le pays. »

Le ministère de l'Education Nationale et de la Recherche Scientifique salue cette initiative de l'imprimerie Hope Design, qui s'inscrit dans une vision plus large visant à encourager les jeunes talents et à contribuer à la formation des leaders de demain.

Les bénéficiaires ravis

Les élèves des différents établissements scolaires ayant bénéficié des primes de Hope Design ont exprimé leur gratitude lors de ce geste inoubliable pour eux. « Je suis tellement heureuse d'être parmi les meilleurs lauréats primés par Hope Design », indique Ange Christa Nimubona, lauréate

Fondée en 2009, l'imprimerie Hope Design est une entreprise spécialisée dans la production des solutions imprimées tels que les manuels scolaires et les supports pédagogiques. Elle offre également des services d'impression sur les T-Shirts, les uniformes, casquettes, parapluies, drapeaux ainsi que d'autres matériels promotionnels. Elle est aussi connue pour son expérience avérée dans la fabrication des cachets de qualité.

Située à la chaussée d'Uvira (Tout près de la rivière Mutimbuzi) en Mairie de Bujumbura, ses machines modernes et son personnel expérimenté lui permettent d'être l'un des acteurs principaux de l'industrie graphique au Burundi.

Imelde Kubwimana, une femme qui se passionne pour les coopératives

Imelde Kubwimana, femme militante pour le développement, a initié la création de l'association Haraniribikorwa en 1987 qui est devenue une coopérative en 2003. A l'âge de 81 ans, elle tient les rênes de ladite coopérative active dans l'agriculture du maïs malgré pas mal de défis



Imelde Kubwimana, présidente de coopérative Haraniribikorwa

Née en 1943, sur la colline de Gasebeyi de la commune Mabayi dans la province de Cibitoke, Imelde Kubwimana est membre active de la coopérative Haraniribikorwa composée de 6 hommes et 5 femmes. Cette octogénaire a grandi dans la commune Mugina où son père était catéchiste. Elle a fréquenté l'école primaire jusqu'en 6ème année. Après la mort de son père, les prêtres l'ont embauché pour alphabétiser les adultes avec un salaire équivalant à celui de son père. Elle a mis au monde 3 enfants. En 1972, elle a perdu son mari. Cependant, en 1986, elle a pensé à créer une association dénommée Haraniribikorwa.

Pendant les événements de 1993, elle a fui le pays. A son retour, elle

n'a rien trouvé. Mais cela ne l'a pas découragée. Elle a continué à chercher des aides matérielles et financières pour sa coopérative « En 2003, nous avons reçu une

assistance émanant de l'OPDE sous forme d'une machine pour fabriquer les savons à base de noix de palme ».

Un parcours d'apprentissage continu

Mme Kubwimana a bénéficié des formations entrepreneuriales. « En 1991, j'ai pu me rendre au Burkina Faso pour participer à un atelier de formation sur la fabrication des savons et la production de la farine dénommée « Gari » à partir des manioc frais. J'ai été également au Bénin pour apprendre la fabrication des huiles à partir des arachides », a-t-elle indiqué. Tout cela s'est fait sous le patronage de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) en partenariat avec le gouvernement Français.

La modernité ne change rien chez Kubwimana

Imelde Kubwimana est très traditionnelle. « J'aime manger la pâte de manioc avec des haricots. Concernant les boissons, je ne consomme que les limonades. J'aime aussi les danses traditionnelles. A notre époque, je participais à toute les fêtes de mariage pour danser ».

L'union fait la force

Imelde Kubwimana a pensé à travailler avec les autres pour se développer. Les coopératives des femmes, explique-t-elle, sont un espace où elles peuvent s'épanouir, oser prendre des décisions et se lancer dans des activités rémunératrices comme l'agriculture

et la transformation agro alimentaire. « En nous réunissant entre femmes, nous renforçons notre autonomie économique. Ce qui nous permet de subvenir aux besoins familiaux et de satisfaire certains désirs personnels. Cela renforce également notre mobilité et nous permet de nous intégrer à un environnement économique et socio-culturel plus large et plus diversifié.

Des conseils prodigués aux consœurs

Les coopératives sont d'une grande importance. Après des visites effectuées dans différents pays, j'ai constaté que les femmes qui adhèrent à des associations se développent facilement. Pour réussir dans le secteur agricole, Kubwimana affirme qu'il est nécessaire que les femmes se regroupent en associations ou en coopératives. « Faire partie d'une coopérative permet aux femmes d'échanger les idées et les connaissances en gestion, en pratiques agricoles ou encore en finances. J'encourage vivement les femmes à s'atteler à des activités rémunératrices », a-t-elle ajouté.

Aline Niyibigira

EDUCATION

Rumonge : La rentrée scolaire s'annonce difficilement

A Rumonge, la rentrée scolaire 2024-2025 commence avec les difficultés liées à l'insuffisance du personnel enseignant, des infrastructures et des équipements. Les autorités de cette province indiquent que ces défis impactent négativement la réussite des élèves et appellent l'Etat et partenaires à apporter leur soutien aux écoles en difficultés pour booster le rendement.



Selon Léonard Niyonsaba, gouverneur de la province de Rumonge, le Lycée de Rumonge est actuellement en difficulté d'approvisionnement en denrées alimentaires, en bois de chauffage et en eau car son véhicule ne fonctionne plus.

Septembre 2024. Subséquemment, « Certains enfants jugent bon d'abandonner les écoles suite à ce problème »

Ce responsable de la province Rumonge a également indiqué qu'en plus de l'insuffisance des locaux, l'inadéquation des infrastructures des écoles de cette province pèse aussi lourdement sur les conditions de vie des élèves. « Beaucoup d'établissements scolaires sont privés d'eau et d'électricité et cela

impacte négativement la réussite des élèves », a précisé le gouverneur Niyonsaba.

Lycée Rumonge, un internat sans véhicule

L'administration provinciale est aussi préoccupée par le manque de véhicule pour l'unique lycée de la province de Rumonge. Le gouverneur de la province de Rumonge tente une explication : « Le véhicule qui y était affectée

ne fonctionne plus. Le Lycée de Rumonge est actuellement en difficulté d'approvisionnement en denrées alimentaires, en bois de chauffage et en eau quand il y a la pénurie de ces produits ». Ainsi, il demande au ministre en charge de l'éducation de contacter l'Etat et ses partenaires au développement pour octroyer un autre véhicule à cette école afin de faciliter le transport des biens destinées aux élèves. Parmi les autres préoccupations de la province Rumonge incluent l'absence des écoles à régime d'internat pour améliorer la qualité de l'enseignement. Ainsi, il plaide pour l'augmentation de ces écoles dans cette province.

Pour le gouverneur Niyonsaba, ces défis sont à l'origine du mauvais rendement des élèves qui s'observe dans cette province malgré les efforts que les responsables administratifs et les autorités éducatifs fournissent pour améliorer la qualité de l'éducation.

Des résultats insatisfaisants

La province de Rumonge vient à l'avant-dernière position dans le classement du concours national, édition 2024 avec un taux de réussite de 68.31%, devant la Mairie de Bujumbura. A l'examen d'Etat sur 2920 élèves qui ont participé à cet examen dans cette province, seuls 9.7% ont réussi, d'après le gouverneur de Rumonge.

Pour Dr Havyarimana, ministre de l'Education Nationale et de la Recherche scientifique, le choix de Rumonge pour l'ouverture de la rentrée scolaire 2024-2025

révèle la volonté du ministère en charge de l'éducation d'encourager les responsables administratifs et éducatifs de cette province à redoubler d'efforts pour une meilleur rendement scolaire. « Il y a plusieurs années que la province de Rumonge occupe toujours les dernières places mais, au cas où il y aurait une bonne collaboration, il sera facile d'inverser la tendance », a-t-il lancé devant une foule des autorités, des parents et des enfants de cette province. Il leur a rappelé l'importance de travailler dans les réseaux scolaires et de la punition pour ceux qui résistent aux instructions visant l'augmentation de la production dans le secteur de l'éducation.

Les défis qui hantent le secteur de l'éducation sont presque les mêmes dans toutes les provinces du pays. Nonobstant, le ministre Havyarimana exprime la volonté du gouvernement d'améliorer la qualité de l'éducation en multipliant les écoles à régime d'internat, en augmentant le personnel de l'éducation et en mettant en place des stratégies visant à améliorer les conditions de vie des élèves. Il a profité de cette occasion pour annoncer que cette année 5000 élèves ont été ajoutés à l'effectif total que ces écoles accueillent dans les années passées. De plus, Deux écoles à d'internat ont été ouverts à savoir: Le Lycée Technique Nyanza-Lac et le Lycée Fratrie Tatu, toutes de la province de Makamba.

Méchaël Tuyubahe



**VOULEZ -VOUS RENFORCER VOTRE
VISIBILITÉ? VOULEZ-VOUS OFFRIR
DES CADEAUX CUSTOMISÉS
DE FIN D'ANNÉE?**

**PARMI SA GAMME DE PRODUITS,
HOPE DESIGN VOUS PROPOSE
DES GOURDES PERSONNALISÉES**

